

*Le budget—M. Riis*

Pour savoir ce qu'aux yeux du gouvernement l'avenir nous réserve pour les prochains mois, il suffit d'examiner les documents budgétaires où le gouvernement présente ses prévisions. Chaque budget renferme en effet quelques pages où le gouvernement prévoit le taux de l'inflation et du chômage ainsi que les possibilités d'emploi. Or ces prévisions sont absentes du dernier budget. On y fait très peu d'estimations et je me demande si cette omission n'est pas délibérée monsieur l'Orateur. Sachant ce qu'on nous réserve pour les 6 à 18 prochains mois, on peut comprendre que le gouvernement ne soit guère pressé à annoncer des temps encore plus difficiles.

Il y a à peine sept mois, monsieur l'Orateur, le budget—de nom seulement parce qu'il n'a jamais été examiné à la Chambre—prévoyait 946,000 chômeurs au Canada cette année. Il se trompait, car d'après Statistique Canada, il y a actuellement 1,241,000 chômeurs, auxquels il faut ajouter près de 200,000 personnes qui ont cessé de chercher un emploi. Le budget prévoyait que le taux de chômage serait de 9 p. 100 environ. Il est de 10.4 p. 100.

Le produit national brut réel devait progresser de 2.2 p. 100. au train où vont les choses, il va diminuer de 8 p. 100 cette année. Sept mois après la présentation du budget, le taux d'inflation est de 11.8 p. 100 et est en train de ruiner le pouvoir d'achat de presque tous les Canadiens. Quant au taux préférentiel il atteint 18.25 p. 100. Notre monnaie n'a jamais valu aussi peu. On construit deux fois moins de logements que l'an dernier. Plus de 1,000 entreprises de construction ont fait faillite au cours des douze derniers mois. Le déficit budgétaire frise pour sa part les 20 milliards de dollars. Avec le nouveau budget, il sera probablement plus près de 23 milliards d'ici la fin de l'année.

La raison en est que ce budget suppose une forte relance économique au cours du présent trimestre et du prochain. Qui-conque comprend bien les questions économiques et financières sait qu'aucune relance économique ne peut découler d'un tel budget. Selon toutes les prévisions, la baisse du rendement industriel qui se poursuit maintenant depuis dix mois consécutifs, va continuer pendant plusieurs mois encore.

Depuis les dernières élections fédérales, quelque 18,000 entreprises ont fait faillite. Que faut-il en déduire? Eh bien, il faut en déduire que, sans compter toutes les entreprises qui s'en sont remises au syndic de faillite ou qui ont simplement fermé leurs portes et tout abandonné, des milliers de Canadiens ont perdu tout espoir et ont vu s'évanouir leurs rêves et fondre leurs épargnes par suite de la situation économique dans laquelle nous maintient le gouvernement depuis quelques années.

Toutefois, les statistiques ne font pas clairement état du drame humain et des souffrances qui existent au Canada aujourd'hui. Elles ne font pas état des craintes que ressentent les gens, de la pauvreté qui afflige tant de Canadiens, ou encore de l'anxiété et du désespoir qui règnent au pays. Quand près de deux millions de personnes, monsieur l'Orateur, se voient plongées dans une oisiveté forcée, imaginez un peu ce que cela peut faire au moral et à la vigueur d'un pays. Comment pareille situation touche-t-elle une maisonnée dont le chef de famille vit désœuvré et sans aucun espoir de trouver à

s'employer dans l'avenir immédiat? Compte tenu de la situation, que va contribuer à détériorer encore davantage le budget d'hier soir, je crains que l'on soit submergé par une vague de protestations et de colère jamais vue dans notre histoire. Le moins qu'on puisse dire, c'est que notre économie n'est pas en bonne santé.

• (1600)

J'ai écouté avec intérêt les réactions au budget d'un certain nombre de premiers ministres provinciaux, qui parlaient de son effet sur les provinces. Ils ont pour la plupart dit craindre une très grave dépression au Canada, car certains secteurs de notre économie sont aujourd'hui beaucoup trop touchés pour vraiment se remettre; ils ont dépassé le point de non-retour.

Si vous allez dans les centres d'achat ou vous promenez aujourd'hui dans les rues de nos grandes villes, vous remarquerez qu'il n'y a plus d'acheteurs pour les produits des entreprises, des boutiques et des petites usines. Les gens n'ont plus le pouvoir d'achat qu'ils avaient il y a un an ou un an et demi. Les gens n'achètent plus parce qu'ils n'en ont plus les moyens.

La capacité industrielle du pays est exploitée à moins de 70 p. 100. Les usines procèdent à des mises à pied et ferment même leurs portes, car leurs produits ne trouvent plus preneur. Des bureaux ferment un peu partout au Canada. Le personnel des autres bureaux est comprimé, car on a moins recours à leurs services. La moitié de nos mines sont fermées car les sociétés manufacturières ne consomment plus leurs produits. Les scieries d'un bout à l'autre du Canada licencient leurs employés. Aujourd'hui, en Colombie-Britannique, près du quart des membres du syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique sont à pied, car les Canadiens n'ont plus les moyens d'acheter ou de faire construire de nouvelles maisons et de nouvelles usines.

Les Canadiens n'ont plus les moyens d'acheter des biens et des services. Mais comment réagit le gouvernement? Il réagit en augmentant les taxes et en réglementant les traitements et les salaires, ce qui privera le marché d'une grosse somme d'argent. Cette situation me rappelle le médecin de l'époque médiévale, dont l'idée de soigner un malade consistait à le faire saigner. Voilà le type de méthode à laquelle a recours le ministre des Finances (M. MacEachen) aujourd'hui. M. Allan nous demande de souffrir un peu plus.

Ce matin, j'ai reçu un télégramme de la part de la Community Business and Professional Association of Canada. On y disait que les travailleurs ne devraient pas être obligés de payer encore une fois les pots cassés et que les travailleurs bien rémunérés étaient leurs principaux clients. Il est normal que les entreprises s'inquiètent quand leurs clients perdent leur emploi ou sont menacés d'être mis à pied. Nous savons trop bien quelle est la situation des entreprises. On leur a jeté quelques miettes dans le budget d'hier, pour les inciter à croître, à acheter un nouvel établissement et des machines. Mais sont-elles en mesure de le faire? Quelles sont les entreprises capables de s'engager dans la voie de l'expansion en ces temps difficiles, pour profiter pleinement de ces programmes?